

D'ailleurs, les régimes bourgeois reconnaissent-ils des droits politiques aux travailleurs? Sur ce point, écoutons encore M. Dabrowski; il écrit dans le *Glos Szczeciński*:

J'aimerais vous parler des élections dites démocratiques et des méthodes de gouvernement du pays. Aux élections des conseils municipaux, seuls ont droit de vote ceux qui ont leur « bureau », c'est-à-dire qui possèdent des entreprises ou des biens immobiliers. Comme les travailleurs des usines et des fermes ne sont pas propriétaires d'entreprise, ils ne jouissent pas du droit de vote à cet échelon, ils ne peuvent devenir membres d'un conseil municipal ni prendre part aux délibérations sur les affaires communales. Les Indiens, population indigène du pays, sont également privés de quelque droit que ce soit. Il y a aussi les élections des parlementaires, mais comme, règle générale, ceux qui font partie des conseils municipaux y sont seuls candidats, on voit tout de suite que le parlement est, lui aussi, foncièrement bourgeois. C'est le Premier ministre qui nomme les sénateurs, et personne n'a le droit de déloger un sénateur, même s'il est le pire oppresseur de la nation. Il faut attendre sa mort. Parlement et Sénat au complet sont dirigés par le Gouverneur britannique, lequel à son tour est sous la coupe des multimillionnaires de New-York. On a là une idée de ce gouvernement supposé démocratique. En un mot: le règne du dollar.

La presse polonaise, cependant, n'est pas toujours conséquente dans ses commentaires sur la question de la liberté politique au Canada. Le journal *Trybuna Ludu*, tout au moins, doit admettre que le peuple canadien jouit de certains droits civils puisqu'il décrivait, dans une information publiée en octobre 1951, la façon dont les Canadiens s'organisent pour défendre leurs droits civils. Le terrorisme policier contre les organisations progressives s'intensifie, déclarait-il. Des éléments profascistes ont trouvé asile au Canada, et leurs agissements, de plus en plus audacieux, vont souvent jusqu'au meurtre. Une « Conférence canadienne pour la défense des droits civils » a donc réuni 250 délégués de toutes les parties du pays, qui ont examiné ensemble les empiètements du gouvernement sur les droits civils.

De temps à autre, paraît une étude sur les relations du Canada avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. L'analyse ne présente jamais le Canada sous des traits plus flatteurs que ceux de satellite de l'un ou de l'autre pays, selon les besoins politiques du moment, ou de gage que les deux grands mettent parfois de l'avant dans leurs tractations. « Le Canada, au dire du *Dziennik Baltycki*, de Danzig, est assujéti depuis assez longtemps déjà au dollar, et le gouvernement américain a fait du pays une région militaire des États-Unis, destinée à servir de base d'agression à l'impérialisme américain. » Le programme de réarmement du Canada, son adhésion à l'OTAN et les mesures telles que la loi de mars 1951 sur les pouvoirs d'urgence sont considérés comme ayant fait suite à des ordres donnés par Wall Street et Washington. Après cela, faut-il s'étonner de voir le même journal déceler dans les mœurs et la culture canadiennes l'influence des États-Unis:

Au Canada, le port des shorts sur les terrains de jeux est interdit, et la femme qui oserait faire de la bicyclette en pantalon risquerait sa liberté et s'exposerait à essuyer de mauvais traitements. Le Canada est un pays où il n'y a pas un seul théâtre. D'autre part, le gouvernement canadien permet d'importer des États-Unis, chaque semaine, des films de gangstérisme et favorise servilement la dissémination du *boogie woogie* parmi les jeunes!

(Le journal passe sous silence l'étrange persistance du *boogie woogie* dans les meilleurs dancings de Pologne.)

Les liens qui unissent le Canada à la Grande-Bretagne et au Commonwealth apparaissent assez peu solides dans le tableau peint par la presse polonaise. Le gouvernement canadien, affirme-t-elle, doit se plier à la fois aux directives des États-Unis et à celles du Royaume-Uni. Lorsqu'il y a conflit d'allégeances, il est entendu que c'est la soumission aux États-Unis qui prime. La Conférence du Commonwealth tenue en janvier 1951 fut représentée par la *Trybuna Ludu* comme une tentative « de renforcer l'unité chancelante de l'Empire et d'améliorer la situation pitoyable de la